



SM du bassin versant du Né (Siren : 200079085)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Syndicat mixte fermé
Syndicat à la carte	non
Commune siège	Lachaise
Arrondissement	Cognac
Département	Charente
Interdépartemental	oui

Date de création

Date de création	01/01/2018
Date d'effet	01/01/2018

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Même nombre de sièges
Nom du président	M. Alain TESTAUD

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Mairie
Numéro et libellé dans la voie	Le bourg
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	16300 LACHAISE
Téléphone	05 45 78 74 45
Fax	
Courriel	laurent.paulhac@siah-ne.fr
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Contributions budgétaires des membres
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	78 200
Densité moyenne	65,47

Périmètres

Nombre total de membres : 5

- Dont 5 groupements membres :

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature juridique
16	CA du Grand Angoulême (200071827)	CA
16	CA du Grand Cognac (200070514)	CA
17	CC de la Haute Saintonge (200041523)	CC
16	CC des 4B Sud Charente (200029734)	CC
16	CC Lavalette Tude Dronne (200070282)	CC

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 1

Compétences exercées par le groupement
Environnement et cadre de vie - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) <i>Le territoire du Syndicat Mixte du bassin versant du Né est composé du bassin versant du Né (sauf sur le territoire des communes de Brossac, Guimps, Passirac, Reignac, Saint-Félix et Sainte-Souligne) et des bassins versants des cours d'eau situés en rive gauche du fleuve Charente, entre Châteauneuf-sur-Charente et Cognac. Sur ce territoire qui correspond à des sous bassins hydrographiques du fleuve Charente, le Syndicat Mixte du bassin versant du Né va exercer les compétences suivantes concernant la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement :</i> <i>1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique consistant en : ? La réalisation de diagnostics et études du bassin versant, ? L'étude, la mise en ?uvre et le suivi de stratégies d'aménagement du bassin versant en vue de concourir au bon état des masses d'eau et à l'amélioration des fonctionnalités hydrauliques.</i> <i>2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, ou à ce plan d'eau consistant en : ? La restauration, le suivi et l'entretien du lit mineur y compris la diversification des écoulements et des habitats aquatiques, ? La restauration, le suivi et l'entretien des berges, ? La gestion de la ripisylve, ? La gestion des embâcles, des atterrissements et des débris.</i> <i>5° La défense contre les inondations consistant en : ? La mise en ?uvre, le suivi et l'entretien d'un réseau de mesures (pluviométries, débits, hauteurs d'eau), ? La gestion et l'entretien des ouvrages mis sous compétence du syndicat (clapets, vannes verticales, seuils et déversoirs), ? La mise en ?uvre et le suivi du protocole de gestion des ouvrages.</i> <i>8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines consistant en : ? La restauration de la continuité écologique (gestion, aménagement ou effacement d'ouvrages), ? La restauration morphologique ou de renaturation de cours d'eau, ? La restauration d'annexes hydrauliques, ? La préservation et l'amélioration des zones humides.</i> Par substitution

Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
------	-----------------------	-------------	------------

16	Syndicat "Charente eaux" (251601464)	SM ouvert	570 196
16	SM pour l'aménagement du fleuve Charente et de ses affluents (251601787)	SM ouvert	922 330

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2019 - millésimée 2016)